

# Israël-Iran

Dossier réalisé par **Gérald Papy**

# La guerre existentielle pour survivre?



Sur fond de panache de fumée après un bombardement, un boulevard de Téhéran arbore déjà les portraits des chefs militaires tués par Israël le 13 juin.

# Ile: faut-il détruire



رژیم باید منتظر  
مجازات‌های سخت باشد  
رهبر معظم انقلاب اسلامی



**De l'éradication  
du programme nucléaire  
au renversement  
du régime: l'objectif  
de guerre d'Israël en Iran  
évolue. Chacun lutte  
pour sa survie,  
mais il y a des intérêts  
plus fondamentaux  
que d'autres.**

La confrontation inédite que se livrent depuis le 13 juin Israël et l'Iran relève, dans l'esprit de ses protagonistes, de la guerre existentielle. Existentielle pour l'Etat d'Israël dont la population est hantée par un Holocauste atomique que le développement persistant et en partie secret du programme nucléaire de la République islamique d'Iran rendait, à ses yeux et non sans fondement, de plus en plus tangible et imminent. Existentielle pour le régime iranien dont l'accession au seuil nucléaire fournissait une garantie de survie inespérée, alors qu'il était fragilisé économiquement par les sanctions, et qui s'en voit privé, s'il survit, sur le long terme. Existentielle pour le gouvernement de Benjamin Netanyahu, réchappé de justesse, le 12 juin, d'une motion de censure à la Knesset et de plus en plus critiqué par les Européens pour sa conduite de la guerre à Gaza et soutenu quasi inconditionnellement par son opposition interne et par les dirigeants du Vieux Continent après l'attaque contre Téhéran un jour plus tard...

Le Premier ministre israélien est sans conteste un habile tacticien. Si était établie la conviction que l'Iran était en capacité de fabriquer la bombe nucléaire dans un délai mesuré en jours et de l'ancrer dans un missile capable de frapper Tel-Aviv à une échéance fixée en mois, le moment était on ne peut mieux choisi par Israël pour attaquer la République islamique. Les guerres à Gaza, au Liban, contre les Houthis du Yémen menées depuis le pogrom du Hamas contre les Israéliens le 7 octobre 2023 ont considérablement

affaibli ses alliés de la ceinture entourant l'Etat hébreu. L'effondrement du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024 du fait, notamment, des préjudices subis par le partenaire libanais du Hezbollah l'a privée d'un autre allié. Et elle-même a vu sa capacité de représailles militaires amoindrie par deux vagues de bombardements israéliens en avril (à la suite d'une attaque de l'Iran consécutive au pilonnage de son ambassade en Syrie) et en octobre (après des tirs de missiles de l'Iran en représailles à l'assassinat du secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah, en septembre). Avec un Donald Trump, imperturbable soutien, et des Européens, des Russes et des Chinois impuissants, c'est un boulevard qui s'ouvrait au gouvernement et à l'armée israéliens.



## Quels objectifs?

Une semaine à peine après le début de la guerre, le doute s'installe, comme à Gaza où il n'est pas encore levé après un an et demi de traque des miliciens du Hamas et de massacres de civils, sur les véritables objectifs de guerre de Benjamin Netanyahu. Les premières attaques indiquaient clairement que le programme nucléaire iranien était la priorité. Les suivantes laissent à penser qu'un autre but s'est ajouté à l'opération «Rising Lion»: renverser le régime des mollahs. Mais, comme le souligne Adel El Gammal, professeur de géopolitique de l'énergie à l'ULB, «la situation est extrêmement différente de celle des régimes de Bachar al-Assad en Syrie ou de Mouammar Kadhafi en Libye. L'Iran est un pays de 100 millions d'habitants avec

**Un bloc d'habitations à Tel-Aviv, théâtre d'une attaque de missile iranien.**



un régime bien établi au sein même de la société. C'est une hypothèse possible. Mais je mets quiconque au défi d'imaginer ce qui se passerait dans ce cas.»

Pareil projet impliquerait nécessairement une confrontation plus longue, plus meurtrière, plus coûteuse. Une des premières leçons de la guerre est que l'Iran, malgré ses moyens amoindris, malgré le différentiel de technologie avec l'adversaire, malgré le triple dispositif de protection d'Israël contre les bombardements, a réussi à porter des coups à l'Etat hébreu et à lui infliger des pertes marquantes. Le 17 juin, le bilan humain côté israélien s'élevait à 24 morts, à 224, soit presque dix fois plus, côté iranien. Face à ce constat, plusieurs questions se posent. Tsahal tiendra-t-elle le rythme des attaques en Iran et des actions défensives sur le sol israélien? La population, meurtrie par le coût humain du conflit, continuera-t-elle à se rassembler derrière son Premier ministre va-t-en-guerre? Et l'Iran a-t-il les moyens de soutenir un affrontement aussi dispendieux en missiles, dont une partie des réserves a été détruite par les bombardements israéliens?

Dans l'histoire des conflits, c'est sans doute le premier qui oppose deux Etats distants de 1.500 kilomètres et ne disposant pas d'importantes troupes au sol. Les autorités israéliennes ont montré la présence en territoire iranien de commandos des forces spéciales au moment de la première vague de bombardements le 13 juin, et il y en a potentiellement encore, mais en nombre limité. La confrontation peut donc réserver beaucoup d'inconnues. L'une d'elles est la participation actuelle et future des Etats-Unis. Officiellement, l'administration Trump a soutenu ne pas être impliquée. La complexité technique de «Rising Lion» suggère qu'au minimum un appui logistique a déjà été fourni aux opérateurs israéliens.

## Eliminer Khamenei? Danger

Certains ont vu dans le moment de l'attaque de Tsahal, deux jours avant une session de négociations entre les Etats-Unis et l'Iran sur le programme nucléaire, un pied de nez et une mise devant le fait accompli de Benjamin Netanyahu à son «meilleur ami américain» Donald Trump. C'est considérer peut-être un peu benoîtement que le président américain, parce qu'il ambitionne d'être couronné du prix Nobel de la paix, espérait vraiment que sorte des discussions avec Téhéran un accord pas très éloigné de celui, signé par son prédécesseur en 2015, qu'il avait sabordé trois ans plus tard, une première fois élu... ...

... L'histoire éclairera peut-être très prochainement la question de savoir s'il y a eu un peu de gaz entre les deux hommes ou s'ils agissent main dans la main comme ils l'ont fait depuis le retour du milliardaire à la Maison-Blanche. Celui-ci a quitté le sommet du G7 le soir de son premier jour, le 16 juin, pour assister à une réunion du Conseil de sécurité national américain à Washington. Auparavant, l'administration américaine avait fait savoir que le président s'était opposé à l'intention d'Israël d'éliminer le Guide suprême de la Révolution islamique et premier dirigeant du régime, Ali Khamenei. Le Premier ministre israélien indiquait de son côté dans une interview à la chaîne de télévision américaine ABC que le scénario n'était pas exclu et que réalisé, il signifierait «la fin du conflit». Une preuve supplémentaire que Benjamin Netanyahu semble être gagné par une forme d'hubris: l'assassinat d'Ali Khamenei, chef séculier mais surtout dignitaire religieux descendant du prophète Mahomet et successeur de l'ayatollah Rouhollah Khomeini, le fondateur de la République islamique, provoquerait une onde de choc au-delà de l'Iran et attiserait la soif de vengeance contre les Israéliens.

### Les Européens inconsistants

L'évolution du conflit est donc suspendue à la décision de Donald Trump de promouvoir un accord de cessez-le-feu ou de s'embarquer avec Benjamin Netanyahu dans une fuite en avant mortifère. La Chine et la Russie, alliés de l'Iran, devraient pouvoir exercer une influence sur le choix posé s'ils en avaient la réelle volonté. Les Européens n'auront pas le même pouvoir. Ils apparaissent dépassés par les événements. Le soutien que la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni ont apporté à Israël dans son droit à se défendre démontre leur faiblesse.

Alors qu'ils ont été les maîtres d'œuvre de l'accord de Vienne de 2015 sur l'endiguement du programme nucléaire militaire iranien, alors qu'ils n'ont cessé de mettre en garde la Russie, Etat agresseur en Ukraine, contre un «dérapiage» à la centrale nucléaire de Zaporijia, alors qu'ils ont enfin pris conscience des dangers de la stratégie du gouvernement israélien à Gaza, alors qu'ils sont censés défendre quelques valeurs dont le respect du droit international, les dirigeants européens s'alignent sur la position israélienne face à l'Iran sans réel questionnement. Rappelant le cadre de la légitime défense (uniquement quand un Etat est «l'objet d'une agression armée», «la légitime défense préventive» n'ayant jamais été consacrée dans la jurisprudence internationale) dans une note pour le Centre de droit international de l'ULB, le professeur de droit international Olivier Corten estime que «cet épisode offre sans doute un autre précédent témoignant de la mise en cause du droit international comme cadre de référence apte à réguler les relations internationales». Que Donald Trump et Benjamin Netanyahu s'en contrefichent n'étonne plus. Que les dirigeants européens ne s'y réfèrent pas, même uniquement par principe, doit désoler beaucoup d'Européens. ● G.P.

# Un effet contenu sur les marchés pétroliers

**L'arrêt de la production des hydrocarbures iraniens ou, pire, le blocage du détroit d'Ormuz auraient des répercussions autrement plus redoutables sur l'économie mondiale.**

L'Iran est le troisième producteur de pétrole de l'Opep avec 3,4 millions de barils de brut par jour (chiffre d'avril 2025) derrière l'Irak (4,2 millions) et l'Arabie saoudite (neuf millions). Sa production représentait en 2023 quelque 5% de l'offre mondiale d'or noir. La proportion est sensiblement de même grandeur pour le gaz iranien. Quelles conséquences pourrait avoir sur le marché des hydrocarbures une guerre qui se prolongerait? De la réponse à cette question dépendra l'évolution du portefeuille du citoyen, relativement épargné depuis plusieurs mois, lors de son passage à la station-service.

La conjoncture offre des sources légitimes d'inquiétude. Le registre des attaques d'Israël en Iran s'est étendu au secteur énergétique: le dépôt de pétrole de Shahrân à Téhéran, une partie de la raffinerie de Chahr-e-Rey à une dizaine de kilomètres de la capitale, une usine de traitement du gaz dans le port de Kangan à l'extrémité sud-ouest du pays, à proximité du gigantesque gisement de South Pars, ce qui a entraîné la suspension des activités d'une de ses plateformes maritimes... La menace n'est pas encore intense, mais elle n'est pas absente. Depuis le début de l'attaque d'Israël le 13 juin, les cours du Brent ont augmenté aux alentours des 75 dollars le baril, un prix conforme à ce qu'il était il y a deux mois, soit avant la décision de l'Opep, début mai, d'augmenter sa production. Pas de quoi s'alarmer, donc.

### Ne pas nuire à Trump

«Il est difficile de connaître exactement les intentions d'Israël sur les capacités



Sur la côte du Golfe persique, une installation du gisement gazier de South Pars, stratégique pour la viabilité économique de l'Iran.

# mais...



## «Depuis les chocs pétroliers des années 1970 et l'invasion russe de l'Ukraine, le système international est beaucoup plus résilient.»

productives iraniennes en gaz ou en pétrole, souligne Adel El Gammal, professeur en géopolitique de l'énergie à l'ULB. A ce stade, il n'y a pas eu de destructions massives de l'infrastructure. Cela pourrait être un des objectifs de guerre, parce que la vente des hydrocarbures est une des conditions de la survie économique du régime. Ce qui retient probablement Israël, c'est que créer un choc pétrolier majeur aurait inmanquablement des répercussions sur l'augmentation du prix des hydrocarbures, plus élevé que celui qu'on a connu jusqu'à présent, et induirait automatiquement une nouvelle inflation, ce que les Etats-Unis, principal allié d'Israël, essaie précisément d'éviter.»

Dès lors, trois scénarios sont envisageables. Première hypothèse: le conflit est contenu, sans destruction majeure sur l'infrastructure énergétique. Dans ce cas, et avec les précisions d'usage liées aux incertitudes de pareille situation, on pourrait imaginer que les prix n'augmentent pas de façon démesurée. «Ils grimperaient tout de même dans une fourchette

entre 75 et 100 dollars le baril de Brent si le conflit perdure. Car il faudra composer avec les doutes sur la production et le transport, le renchérissement des assurances, la hausse du coût de la navigation, etc. La volatilité des prix pourrait alors être assez forte, c'est-à-dire une grande sensibilité à tout effet exogène dans le cadre du conflit ou à sa périphérie. On peut imaginer, par exemple, qu'à un certain moment, la Chine et la Russie commencent à réagir», analyse Adel El Gammal.

Deuxième scénario: malgré l'effet possible sur l'inflation aux Etats-Unis, Israël cible davantage d'infrastructures, et la production d'hydrocarbures iranienne est arrêtée. «Si Israël en venait à neutraliser la production de l'Iran, ce que je ne pense pas, cela aurait indiscutablement une incidence assez prononcée sur les prix, complète l'expert de l'ULB. Néanmoins, on peut se poser la question de savoir quelle en serait la durée. Depuis les chocs pétroliers des années 1970, depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le système international est beaucoup plus résilient.

Les pays de l'Opep ont la capacité de remonter en charge relativement facilement. L'effet immédiat serait très important. Mais on ne se situerait pas du tout dans une situation telle que celles connues en 1973 et en 1979. Les prix se restabliraient à un niveau plus élevé dans les mois qui suivraient. Ce ne serait pas une apocalypse sur le marché des hydrocarbures.»

## Une action désespérée...

Troisième hypothèse: la guerre s'intensifie, le régime de Téhéran est acculé, il déclenche la «bombe stratégique», le blocage du détroit d'Ormuz, entre l'Iran et Oman, par lequel passe 21% de la consommation mondiale de pétrole. «Le régime d'Ali Khamenei joue sa survie. En général, ce type d'autocrate ne se laisse pas entraîner tout seul dans sa chute. Il pourrait donc être tenté par des actions désespérées, comme le blocage du détroit d'Ormuz. On ne peut pas l'exclure, même si, de la sorte, le régime se priverait d'importants revenus. Il pourrait tester cette action pour voir comment l'Occident réagit. Ce serait sans doute un mauvais calcul car le blocage provoquerait une intervention militaire beaucoup plus directe des Etats-Unis qui ne laisseraient pas faire.» Scénario improbable donc, mais...

«Le plus inquiétant dans cette guerre, avertit Adel El Gammal, c'est qu'elle intervient entre deux pays gouvernés par des autocrates qui ont perdu tout sens de la limite. En Iran, les dirigeants n'en ont jamais eu et ils sentent leur chute possible. Une action désespérée est envisageable. En Israël, le gouvernement de Benjamin Netanyahu, qui a le soutien indéfectible des Etats-Unis et n'est soumis qu'à très peu de contre-pouvoir intérieur, développe une fièvre impérialiste avec le rêve de remodeler complètement la région. C'est un véritable risque parce que le Moyen-Orient est le centre névralgique de la production des hydrocarbures et une zone dans laquelle tous les grands acteurs géopolitiques ont des intérêts.» ● G.P.